

Convention de financement d'études

Avenir du territoire de Fessenheim Etude de mobilité multimodale Liaison ferroviaire entre Colmar et Fribourg-en- Brisgau

Entre

- **LA RÉGION GRAND EST**, représentée par le Président du Conseil Régional en vertu de la décision n°18CP-2235 de la Commission Permanente du 07 décembre 2018,
- **LE DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN**, représenté par la Présidente du Conseil Départemental en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du ,
- **LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, représentée par son directeur régional dûment habilité à l'effet des présentes,
- **L'ÉTAT FÉDÉRAL ALLEMAND**, représenté par le **MINISTÈRE FÉDÉRAL DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES** lui-même représenté par le chef du service „Bundesverkehrswegeplanung“,
- **LE LAND BADE-WURTEMBERG**, représenté par le **MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU BADE-WÜRTEMBERG**, lui-même représenté par le Ministre des Transports.

ET

- **L'ÉTAT FRANÇAIS**, représenté par le Préfet de la Région Grand Est

ci-après dénommés ensemble les « Partenaires »

Préambule

La mobilité des personnes et des biens est l'un des leviers essentiels au développement économique de nos territoires et, à cet égard, les axes transfrontaliers revêtent un caractère particulier.

Les agglomérations de Colmar et de Fribourg, de part et d'autre de la frontière entre la France et l'Allemagne, nourrissent depuis de longues années des liens forts à l'origine d'échanges transfrontaliers marqués. Or, le pont ferroviaire qui assurait la liaison entre les deux agglomérations a été détruit en 1945. S'il subsiste aujourd'hui une liaison routière, les défis actuels en matière de circulation (des embouteillages au changement climatique, en passant par la pollution atmosphérique et la pollution par le bruit) et la volonté d'améliorer la mobilité professionnelle, de loisirs et touristique ainsi que les transports liés aux activités économiques, induisent un besoin de transports appropriés ménageant notre environnement.

Dans ce contexte, M. KRETSCHMANN, ministre président du land de Bade Wurtemberg, Jean ROTTNER, président du conseil régional Grand Est, Brigitte KLINKERT, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin et Sébastien LECORNU, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, se sont engagés le 12 avril 2018 à lancer ensemble une étude des besoins, de la faisabilité technique et des coûts, que représenterait la réouverture d'une ligne ferrée entre Colmar et Fribourg, notamment la requalification de la voie ferrée existante entre Colmar et Volgelsheim, la reconstruction du franchissement du Rhin et le raccordement à la gare allemande de Breisach, en tenant compte des autres modes de transports entre ces deux agglomérations.

Cet objectif s'inscrit dans le cadre du projet de contrat de territoire ambitieux que prépare l'État Français avec les partenaires territoriaux de l'État, conformément à l'engagement de campagne et à la décision du président de la République de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim.

Cette convention s'inscrit également dans le contexte délicat côté français des petites lignes voyageurs et fret (telles que Colmar-Volgelsheim) et d'une future loi d'orientation des mobilités qui sera débattue à l'automne 2018. La Région Grand Est planifie par ailleurs la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service entre Colmar et Breisach d'ici 2020 comme service transitoire jusqu'à la mise en service de la ligne ferrée.

Le territoire d'étude est constitué en France de la Communauté d'Agglomération de Colmar et de la Communauté de Communes du Pays de Rhin Brisach et en Allemagne du Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald, la ville de Fribourg et certaines parties du Landkreis Emmendingen. Les interfaces avec les territoires voisins seront également étudiées.

Article 1 - Objet

L'objectif de l'étude objet de la convention est de présenter le besoin en mobilité – en particulier transfrontalière – dans le périmètre de l'étude, l'évolution possible des besoins ainsi que le potentiel et la faisabilité de différents scénarios d'aménagement, dont prioritairement le scénario de remise en service à terme d'une liaison ferroviaire continue entre Colmar et Breisach/Fribourg. Pour celle-ci, 3 scénarii, et différentes options sur le plan technique et un éventuel phasage de la réalisation seront décrits.

La présente convention ne préjuge pas de la planification et de la réalisation de l'opération.

Article 2 - Les objectifs de l'étude

L'étude sera confiée à un prestataire externe. Les missions du prestataire consisteront par conséquent à :

- établir un diagnostic des flux existants de déplacements de personnes et de transport de marchandises de part et d'autre du Rhin sous une approche multimodale ;
- analyser la demande de déplacements transfrontaliers ;
- analyser le potentiel d'un report modal sur des modes de transport plus propres ;
- étudier l'évolution possible de l'offre selon trois scénarii pouvant intégrer le renforcement de certains ouvrages existants, la mise en place de nouveaux services et/ou la création de nouvelles infrastructures ;
- étudier les fourchettes de coûts des mesures élaborées et établir les analyses socio-économiques associées ;
- apprécier la gouvernance et le mode de gestion à mettre en place pour les scénarii étudiés.

Il devra ainsi apporter des réponses objectives aux enjeux suivants :

- assurer des liaisons transfrontalières efficaces et cohérentes avec les besoins de mobilité actuels et futurs entre les bassins de Colmar et de Fribourg ;
- créer et assurer des offres de mobilité propres et reporter des flux sur des modes de transport propres ;
- améliorer la desserte multimodale tout mode de la rive française de la plaine rhénane entre Marckolsheim et Ottmarsheim depuis et à destination des principaux pôles d'emploi existants et projetés ;
- optimiser les transports de marchandises, y compris au moyen de transports exceptionnels, nécessaires au fonctionnement et au développement des zones économiques actuelles et futures de la frange rhénane.

Article 3 - Organisation du partenariat, gouvernance

3.1 - Comité de Pilotage

Un comité de pilotage (COFIL) sera mis en place, dans lequel tous les partenaires seront représentés. Il assure la coordination globale et le pilotage des études. Il a pour missions de :

- valider le cahier des charges, ses évolutions ultérieures et les objectifs des missions complémentaires
- définir le financement de l'étude.
- orienter, arbitrer et valider les conclusions de l'étude selon ses conséquences techniques, juridiques et financières

Le COFIL, présidé par le Préfet de Région, pourra se réunir autant que nécessaire.

Le plan de financement devra faire l'objet de délibérations concordantes de leurs instances délibérantes.

3.2 - Comité Opérationnel

Le comité de pilotage s'appuiera sur un comité opérationnel (COMOP) regroupant les représentants des cofinanceurs, afin de préparer les décisions et les dossiers à soumettre au comité de pilotage. Il a pour missions de :

- coordonner l'étude,
- proposer au comité de pilotage les orientations à donner à l'étude,
- préparer les réunions du comité de pilotage,

Le COMOP se réunira autant que nécessaire.

Le COMOP sera animé par le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est (DREAL Grand Est).

D'autres participants, en tant que de besoin, pourront être associés aux réunions du COMOP.

Tous les documents de préparation, les comptes rendus de réunion ainsi que toutes les réunions seront traduites en français et en allemand. Les différents comptes-rendus et rapports d'études seront produits en langue française et allemande.

Article 4 - Modalités de gestion de la commande publique

L'État français assurera la fonction de Pouvoir Adjudicateur, et sera représenté par le Directeur Régional de l'Environnement et du Logement Grand Est ou son représentant.

La préparation des projets de contrats, le suivi et le contrôle des études techniques seront conduits par l'État français.

L'étude objet de la présente convention sera confiée par la DREAL Grand Est à un prestataire dans le cadre d'un marché public contractualisée conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, au terme d'une consultation réalisée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert,

Article 5 - Coût des études

Le coût des études à financer par les partenaires dans le cadre de la présente convention est de 350 000 € HT soit 420 000 € TTC en valeur juin 2018. Il couvre :

- les frais d'études réalisés dans le cadre du marché défini à l'article 4 ci-dessus
- les frais de traduction nécessaires à la bonne tenue des instances de pilotage prévues à l'article 3 ci-dessus
- les frais de communication induits par des décisions des instances de pilotage prévues à l'article 3 ci-dessus

Article 6 - Financement

6.1 – Modalités de répartition

Le montant maximal des dépenses couvert par la présente convention est de 350 000 € HT soit 420 000 € TTC. La TVA sera payée par l'État français.

La participation financière de chaque partenaire s'effectuera selon la clé de répartition suivante :

- | | | |
|--|--------|------------------------------------|
| • État français: | 12,5 % | soit un montant maximal de 43 750€ |
| • Conseil Régional Grand Est : | 12,5 % | soit un montant maximal de 43 750€ |
| • Département du Haut-Rhin : | 12,5 % | soit un montant maximal de 43 750€ |
| • Caisse des dépôts et consignations : | 12,5 % | soit un montant maximal de 43 750€ |
| • Etat Fédéral Allemand | 25,0 % | soit un montant maximal de 87 500€ |
| • Land Bade-Würtemberg : | 25,0 % | soit un montant maximal de 87 500€ |

Un cofinancement INTERREG sera sollicité et réparti entre les partenaires proportionnellement à leur participation financière.

6.2 – Modalités de paiement

Les paiements se feront pour les partenaires financiers français et le Land Bade Wurtemberg sous la forme d'appels de fonds de concours établis par l'État Français sur présentation des justificatifs de dépenses. Les paiements feront l'objet d'un versement unique et seront versés sur une ligne financière dédiée à l'opération du programme budgétaire BOP 203 de l'État français.

L'appel de fonds de concours précisera, dans la limite fixée à l'article 4, le montant précis à verser, le numéro de compte sur lequel les sommes seront versées ainsi que le calendrier de versement.

A l'achèvement de l'étude, un décompte définitif des dépenses engagées et acquittées sera établi.

Pour les fonds à verser par l'État Fédéral Allemand pour financer sa quote-part, il faudra envoyer d'ici le 14/12/18 l'appel de fonds, en faisant mention du nom du service destinataire, des coordonnées bancaires (IBAN et BIC), de l'objet du versement, en faisant référence à la répartition du financement.

Article 7 - Comptable assignataire

Pour l'État français, le comptable assignataire de la dépense est le directeur départemental des finances publiques du Haut-Rhin.

Pour la Région Grand Est, le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional Grand Est.

Pour le Département du Haut-Rhin, le comptable assignataire est le Trésorier Payeur Départemental.

Pour l'État Fédéral Allemand, le comptable assignataire est le ministère fédéral des Transports (et de l'Infrastructure numérique)

Pour le Land Bade-Wurtemberg, le comptable assignataire est le ministère du Transport du Land de Bade-Wurtemberg

Article 8 - Modification et résiliation de la présente convention

Toute modification de la présente convention donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

8.1 - Résiliation pour faute

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par toute autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

8.2 - Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si l'un des Partenaires se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser l'Etude définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification aux autres Partenaires, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention.

Aucun des Partenaires ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

Article 9 - Propriété, communication et diffusion de l'étude

Les droits de propriété intellectuelle sur l'Etude qui résulteront de la présente Convention deviennent propriété commune des Partenaires.

A cet effet, l'Etat français s'engage à obtenir, dans le cadre du marché visé à l'article 5 auprès du Prestataire sélectionné, les droits nécessaires à cette copropriété et à leur exploitation par l'ensemble des Partenaires telle que définis dans la présente clause.

Dans ce cadre, l'Etat français concède aux Partenaires et aux seuls Partenaires, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents à l'Etude et notamment ceux afférents aux analyses, supports de communication, cahier des charges, rapports d'activités, réalisés par le Prestataire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques, informatiques, multimédia ;
- Le droit de représenter, en tout ou partie, par tout procédé connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment par réseaux de télécommunications internes ou externes, par réseaux d'ordinateurs, tels qu'intranets et Internet ;
- Le droit de diffuser, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, notamment la diffusion en direct ou en différé par câble ou par satellite, par réseaux de télécommunications internes ou externes ;
- Le droit d'adapter, de modifier et de traduire dans toutes les langues et langages, dans tous les pays, pour tout public, sur tout support et par tout procédé connus et inconnus au jour de la signature de la présente Convention ;

- Le droit de céder tout ou partie des droits énoncés ci-dessus à tout tiers à des fins de mise en application de l'Etude ou de réalisation de travaux basée sur l'Etude pour leur compte.

La présente cession est conclue pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, pour le monde entier et pour une exploitation à titre gratuit.

L'Etat français, en qualité de Partenaire, et au même titre que les autres Partenaires, dispose des droits-ci-dessus.

Les règles de gouvernance de la copropriété des droits ci-dessus sont les suivantes :

- Les Partenaires sont copropriétaires des droits à parts égales ;
- Le principe et les conditions de première divulgation de l'Etude à des tiers doivent être décidés à l'unanimité des Partenaires lors d'un Comité de Pilotage qui se tiendra après la remise de l'Etude, par le Prestataire et validation d'un commun accord du rapport final correspondant (ci-après la « Décision de Première Divulgation ») ;
- Aucun des droits d'exploitation détaillé ci-dessus ne peut être exploité par les Partenaires avant la Décision de Première Divulgation ;
- Au-delà de la Décision de Première Divulgation, les Partenaires pourront exploiter l'Etude, seuls ou avec tout ou partie des autres Partenaires, dans les conditions ci-dessus sans autorisation préalable des Partenaires.

L'Etat français déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession des droits telle que visée au présent article et garantit les Partenaires contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers contre cette dernière, sur la base des droits de propriété intellectuelle afférents à l'Etude. En conséquence, l'Etat français s'engage à obtenir la cession, de la part du Prestataire l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession visée dans le présent article et garantit les Partenaires contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. L'Etat français s'engage à prendre toute mesure nécessaire, en particulier vis-à-vis de son personnel et du Prestataire, afin de garantir la jouissance paisible et entière desdits droits, notamment l'Etat français s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre tout ou partie des Partenaires au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Les Partenaires s'engagent à faire mention dans toute publication ou communication écrite ou orale de l'Etude, de l'aide financière de chacun. Le principe, le format et l'emplacement de ces mentions seront déterminés d'un commun accord entre les Partenaires, en tout état de cause, leur format/taille sera identique pour chaque Partenaire . De manière générale, les Partenaires s'engagent, dans l'ensemble de leurs actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée des autres Partenaires.

S'agissant plus particulièrement de la Caisse des Dépôts, celle-ci autorise les Partenaires, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, dans le cadre de l'objet de la Convention, à utiliser les marques françaises semi-figuratives CAISSE DES DEPOTS & Logo n°04/3.332.494 et GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo n°16/4.250.914 ainsi que les marques semi-figuratives BANQUE DES TERRITOIRES GROUPE CAISSE DES DEPOTS n°18/4.456.085 (rectangulaire) et n°18/4.456.087 (carré), ci-après les logotypes « Banque des Territoires » conformément aux représentations jointes en annexe 1.

A l'extinction des obligations susvisées, les Partenaires s'engagent à cesser tout usage de la marque susvisée et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

Article 10 - Durée de la convention d'étude

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.

Article 11 – Langue de la convention

Cette convention est conclue en français et en allemand. Les deux versions ont la même valeurs juridiques.

Tout contentieux afférent à la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de STRASBOURG,

Fait à _____, le

Pour l'État français,
Le Préfet de région,

Jean-Luc MARX

Fait à , le

Pour la Région Grand Est,
Le Président du Conseil Régional,

Jean ROTTNER

Fait à _____, le _____

Pour le Département du Haut-Rhin,
La Présidente du Conseil Départemental,

Brigitte KLINKERT

Fait à , le

Pour la Caisse des dépôts et consignations,
Le directeur régional,

Patrick FRANCOIS

Fait à , le

Pour l'État Fédéral Allemand,
Le chef du service
Bundesverkehrswegeplanung,

Stefan SCHMITT

Fait à , le

Pour le Land Bade-Würtemberg,
Le Ministre des transports du Bade-
Württemberg,

Winfried HERMANN

Vereinbarung zur Finanzierung von Untersuchungen

Zukunft des Gebietes um Fessenheim Untersuchung zur multimodalen Mobilität Schienenverbindung zwischen Colmar und Freiburg-im-Breisgau

Zwischen

- **DER REGION GRAND EST**, vertreten durch den Präsidenten des Regionalrates gemäß einer Beratung seiner Ständigen Kommission vom 7. Dezember 2018 – Nr. 18CP-2235 ,
- **DEM DEPARTEMENT HAUT-RHIN**, vertreten durch die Präsidentin des Departement-Rates gemäß einer Beratung der Ständigen Kommission am ,
- **DER CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, vertreten durch ihren für die Zwecke dieser Vereinbarung rechtmäßig bevollmächtigten Regionaldirektor,
- **DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND**, vertreten durch das **BUNDESMINISTERIUM FÜR VERKEHR UND DIGITALE INFRASTRUKTUR**, dieses vertreten durch den Leiter des Referates Bundesverkehrswegeplanung,
- **DEM LAND BADEN-WÜRTTEMBERG**, vertreten durch das Ministerium für Verkehr Baden-Württemberg, dieses vertreten durch den Minister für Verkehr

UND

- **DEM FRANZÖSISCHEN STAAT**, vertreten durch den Präfekten der Region Grand Est

Nachfolgend zusammen als „die Partner“ bezeichnet

Präambel

Die Mobilität von Personen und Gütern ist ein wesentliches Element zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung unserer jeweiligen Regionen. Diesbezüglich kommt grenzüberschreitenden Verkehrsverbindungen eine besondere Bedeutung zu.

Die Städte Colmar und Freiburg, auf beiden Seiten der deutsch-französischen Staatsgrenze, unterhalten seit vielen Jahren rege Beziehungen und pflegen starke grenzüberschreitende Kontakte. Die in der Vergangenheit beide Städte verbindende Eisenbahnbrücke wurde 1945 zerstört. Zwar besteht heute weiterhin eine Straßenverbindung, jedoch ergibt sich, mit Blick auf die Herausforderungen im Verkehrsbereich – von Staus über Lärm- und Luftbelastung bis hin zum Klimawandel – und im Hinblick auf das Ziel, Berufs-, Freizeit- und touristische Mobilität sowie den Wirtschaftsverkehr über die Grenze weiter zu verbessern, der Bedarf nach geeigneten umweltfreundlichen Verkehrsverbindungen.

Vor diesem Hintergrund haben sich Herr Winfried KRETSCHMANN, Ministerpräsident des Landes Baden-Württemberg, Herr Jean ROTTNER, Präsident des Regionalrates Grand Est, Frau Brigitte KLINKERT, Präsidentin des Departement-Rates des Haut-Rhin und Herr Sébastien LECORNU, Staatssekretär beim Minister für ökologischen und solidarischen Wandel am 12. April für die gemeinsame Durchführung einer Untersuchung ausgesprochen, mit der Bedarf und technische Machbarkeit der Wiederinbetriebnahme der Schienenverbindung zwischen Colmar und Freiburg sowie die entsprechenden Kosten ermittelt werden sollen. Dabei sollen insbesondere der Ausbau der bestehenden Bahnverbindung zwischen Colmar und Volgelsheim, der Neubau der Rheinquerung und der Anschluss an den Bahnhof der Gemeinde Breisach auf deutscher Seite betrachtet werden, unter Berücksichtigung weiterer Verkehrsverbindungen zwischen den beiden Städten.

Dieses Ziel steht im Zusammenhang mit dem geplanten weitreichenden Territorialvertrag, den der französische Staat mit den lokalen und regionalen Partnern abschließen wird, gemäß der Ankündigung während des letzten Wahlkampfs und dem Beschluss des französischen Staatspräsidenten, das Kernkraftwerk Fessenheim stillzulegen.

Diese Vereinbarung steht ebenfalls im sensiblen Zusammenhang, auf französischer Seite, der Nebenstrecken für den Personen- und Güterverkehr (wie beispielsweise Colmar-Volgelsheim) sowie eines ausstehenden Rahmengesetzes zur Mobilität, das im Herbst 2018 vorgelegt werden soll. Die Région Grand Est plant zudem die Einrichtung einer Schnellbuslinie zwischen Colmar und Breisach bis 2020, als Interimsangebot bis zum Zeitpunkt der Inbetriebnahme der Schienenverbindung.

Das Untersuchungsgebiet besteht in Frankreich aus dem Gemeindeverband Colmar (Communauté d'Agglomération de Colmar) und dem Gemeindeverband Breisach (Communauté de Communes du Pays de Rhin Brisach). In Deutschland umfasst es den Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald sowie die Stadt Freiburg und Teile des Landkreises Emmendingen. Die Schnittstellen mit den Nachbargebieten sollen ebenfalls Gegenstand der Untersuchung sein.

Artikel 1 – Gegenstand

Ziel der gemeinsamen Untersuchung ist die Darstellung des - vor allem grenzüberschreitenden - Mobilitätsbedarfs im Untersuchungsgebiet, seiner möglichen Entwicklungen sowie das Potential und die Machbarkeit verschiedener Ausbaumaßnahmen zur Deckung dieses Bedarfs. Ein besonderes Augenmerk soll auf die am Ende stehenden Wiederinbetriebnahme einer durchgängigen Schienenverbindung zwischen Colmar und Breisach/Freiburg gelegt werden. Für sie sollen 3 Szenarien und verschiedene technische Möglichkeiten sowie eine mögliche Zeitplanung zu ihrer Umsetzung aufgezeigt werden.

Diese Vereinbarung begründet keinen Anspruch auf Planung und Realisierung der Maßnahme.

Artikel 2 – Ziele der gemeinsamen Untersuchung

Die Untersuchung wird an einen externen Dienstleister vergeben. Die Aufgaben des zu beauftragenden Auftragnehmers sind daher:

- eine Bestandsaufnahme der bestehenden multimodalen Personen- und Güterverkehrsflüsse auf beiden Seiten des Rheins
- eine Ermittlung der Nachfrage nach grenzüberschreitendem Verkehr
- eine Ermittlung des Verlagerungspotentials auf umweltfreundlichere Verkehrsträger
- eine Untersuchung der möglichen Entwicklung des Angebots nach drei Szenarien, die ggf. den Ausbau bestehender Bauwerke, die Einrichtung neuer Dienste bzw. die Schaffung neuer Infrastrukturen beinhalten können
- eine Schätzung der Kostenspanne für die entwickelten Maßnahmen und die dazu gehörigen sozio-ökonomischen Analysen
- eine Bewertung der Betriebsmöglichkeiten für die einzelnen Szenarien

Objektive Lösungsangebote sind vom Auftragnehmer insbesondere für folgende Ziele zu erarbeiten:

- die Sicherung effizienter und den aktuellen und zukünftigen Mobilitätsanforderungen angemessener grenzübergreifender Verkehrsverbindungen zwischen den Einzugsgebieten von Colmar und Freiburg
- die Schaffung und Sicherung umweltfreundlicher Mobilitätsangebote und Verlagerung von Verkehren auf umweltfreundliche Verkehrsträger
- die Verbesserung der multimodalen Anbindung (ankommender und abfließender Verkehr) der bestehenden und geplanten Beschäftigungszentren der französischen Rheinebene zwischen Marckolsheim und Ottmarsheim
- die Optimierung des Güterverkehrs, auch mit Sonderverkehren, für den Betrieb und die Entwicklung der bestehenden und zukünftigen Wirtschaftszentren in der Rheinniederung

Artikel 3 – Organisation der Partnerschaft, Lenkung

3.1 - Lenkungsausschuss

Es wird ein gemeinsamer Lenkungsausschuss (COFIL/LeA) eingesetzt, in dem alle Partner vertreten sind. Er übernimmt die allgemeine Koordinierung und steuert die Untersuchungen. Seine Aufgaben sind:

- die Abstimmung des Lastenheftes, seiner Fortschreibungen und der ergänzenden Aufträge
- die Festlegung der Finanzierung der Studie
- die Lenkung, Abwägung und Abstimmung der Schlussfolgerungen aus der Untersuchung nach technischen, rechtlichen und finanziellen Kriterien

Der COFIL/LeA trifft sich nach Bedarf unter der Leitung des Präfekten der Region.

Der Finanzierungsplan muss einvernehmlich zwischen den zuständigen Instanzen abgestimmt werden.

3.2 - Operativer Ausschuss

Der Lenkungsausschuss stützt sich auf einen operativen Ausschuss (COMOP/OpA), der aus den Vertretern der finanzierenden Instanzen besteht, zur Vorbereitung der Entscheidungen und Unterlagen für den Lenkungsausschuss. Seine Aufgaben sind:

- die Koordinierung der Untersuchungen
- die Erarbeitung von Vorschlägen an den Lenkungsausschuss zur Ausrichtung der Untersuchung
- die Vorbereitung der Sitzungen des Lenkungsausschusses

Der COMOP/OpA trifft sich nach Bedarf.

Den Vorsitz des COMOP/OpA hat der Leiter der Regionaldirektion für Umwelt, Raumplanung und Wohnbau Grand Est (DREAL Grand Est) inne.

Nach Bedarf können weitere Teilnehmer zu den Sitzungen des COMOP/OpA eingeladen werden.

Alle vorbereitenden Unterlagen, die Protokolle und die Ausschusssitzungen werden ins Französische und Deutsche übersetzt. Die Untersuchungsberichte werden auf Deutsch und Französisch vorgelegt.

Artikel 4 – Modalitäten der öffentlichen Auftragsvergabe

Der französische Staat übernimmt die Funktion des Auftraggebers. Er wird durch den Leiter der Regionaldirektion für Umwelt, Raumplanung und Wohnbau Grand Est oder seinen Vertreter vertreten.

Die Vorbereitung der Vertragsprojekte, die Begleitung und die Kontrolle der fachlichen Untersuchungen werden durch den französischen Staat durchgeführt.

Die DREAL Grand Est beauftragt nach einer öffentlichen, offenen Ausschreibung einen Auftragnehmer mit der Untersuchung, Gegenstand der vorliegenden Vereinbarung, als öffentliche Vertragsleistung nach den Bestimmungen der französischen Verordnung Nr. 2015-899 vom 23. Juli 2015 und dem Erlass Nr. 2016-360 vom 25. März 2016.

Artikel 5 – Kosten der Untersuchungen

Die Kosten, die die Partner im Rahmen der vorliegenden Vereinbarung zu tragen haben, betragen 350.000 € netto bzw. € 420.000 brutto, Wert Juni 2018. Sie beinhalten:

- Die Kosten der Untersuchung im Rahmen der Auftragsvergabe nach Artikel 4
- Die Kosten der Übersetzungsleistungen für den ordentlichen Ablauf der Arbeit der in Artikel 3 genannten Lenkungsorgane
- Die Kosten der Öffentlichkeitsarbeit aus den Beschlüssen der in Art. 3 genannten Lenkungsorgane

Artikel 6 – Finanzierung

6.1 - Aufteilungsschlüssel

Die Gesamtkosten der Untersuchungen, Gegenstand dieser Vereinbarung, liegen bei 350.000 € netto bzw. 420 000 € brutto. Die Mehrwertsteuer wird vom französischen Staat getragen.

Die finanzielle Beteiligung der Partner geschieht nach dem folgenden Aufteilungsschlüssel:

- | | | |
|--|--------|------------------------------------|
| • Französischer Staat: | 12,5 % | d.h. ein Höchstbetrag von 43 750 € |
| • Conseil Régional d'Alsace : | 12,5 % | d.h. ein Höchstbetrag von 43 750 € |
| • Conseil Départemental du Haut-Rhin : | 12,5 % | d.h. ein Höchstbetrag von 43 750 € |
| • Caisse des dépôts et consignations : | 12,5 % | d.h. ein Höchstbetrag von 43 750 € |
| • Bundesrepublik Deutschland : | 25,0 % | d.h. ein Höchstbetrag von 87 500 € |
| • Land Baden-Württemberg : | 25,0 % | d.h. ein Höchstbetrag von 87 500 € |

Eine Interreg-Förderung wird anteilig auf die finanzielle Beteiligung angerechnet.

6.2 - Zahlungsmodalitäten

Der französische Staat ruft mit Vorlage der Ausgabennachweise bei den Finanzierungspartnern die Mittel zur Einzahlung in einen öffentlichen zweckgebundenen Fonds ab. Die Anteile der Gebietskörperschaften werden als Einmalzahlung abgerufen und fließen in einen zweckgebundenen Haushaltsposten zur Erfüllung des Haushaltsplanes BOP 203 des französischen Staates ein.

Im Mittelabruf werden nach den in Artikel 4 festgelegten Bestimmungen der genaue einzuzahlende Betrag sowie die Bankverbindung und die Zahlungsfrist aufgeführt.

Nach Fertigstellung der Untersuchung wird eine Endabrechnung der tatsächlich angefallenen und nachgewiesenen Kosten durchgeführt.

Zum Abruf der Mittel der Bundesrepublik Deutschland zur anteiligen Finanzierung der Machbarkeitsstudie "Colmar-Freiburg" ist bis spätestens 14.12.2018 unter Angabe des Zahlungsempfängers, IBAN und BIC sowie ggfs. Verwendungszweck unter Bezugnahme auf die o.g. Kostenteilung eine Rechnung zu stellen."

Artikel 7 - Rechnungsstelle

Für den französischen Staat ist die Rechnungsstelle der Directeur départemental des finances publiques du Haut-Rhin.

Für die Region Grand Est ist die Rechnungsstelle der Payeur Régional Grand Est.

Für das Departement Haut-Rhin ist die Rechnungsstelle der Trésorier Payeur Départemental.

Für die Bundesregierung ist die Rechnungsstelle das Bundesministerium für Verkehr und digitale Infrastruktur

Für das Land Baden-Württemberg ist die Rechnungsstelle das Ministerium für Verkehr Baden-Württemberg.

Artikel 8 – Änderung und Kündigung dieser Vereinbarung

Jede Änderung dieser Vereinbarung erfolgt über eine Zusatzvereinbarung.

8.1 Kündigung wegen fehlerhaften Verhaltens

Verletzt eine der Parteien die gegenseitigen Verpflichtungen aus dieser Vereinbarung, kann diese von jeder der anderen Parteien, nach Ablauf einer zweiwöchigen Frist nach Versand eines als einstweilige Verfügung geltenden Einschreibebriefs mit Rückschein, gekündigt werden.

8.2 Kündigung wegen höherer Gewalt oder Verhinderung

Sieht sich eine der Parteien aufgrund eines Ereignisses von höherer Gewalt verhindert, die in Artikel 1 der vorliegenden Vereinbarung beschriebene Untersuchung durchzuführen, kann diese Vereinbarung vollumfänglich und ohne Anspruch auf Entschädigung dreißig (30) Kalendertage nach Mitteilung an die Partner durch Einschreibebrief mit Rückschein des Ereignisses, das die Umsetzung dieser Vereinbarung verhindert, gekündigt werden.

Keiner der Partner wird aufgrund von höherer Gewalt für fehlerhaftes Verhalten oder Nicht-Einhaltung seiner Verpflichtungen verantwortlich gemacht. Als höhere Gewalt oder als unvorhersehbare Ereignisse gelten die von der französischen Rechtsprechung oder gemeinschaftlichen Gerichtshöfen üblicherweise als solche bezeichneten Ereignisse.

Artikel 9 – Eigentum, Kommunikation und Verbreitung der Untersuchung

Die Rechte an geistigem Eigentum für die aus dieser Vereinbarung entstehende Untersuchung werden zum gemeinsamen Eigentum der Vereinbarungspartner.

Hierzu verpflichtet sich der französische Staat, im Rahmen der in Artikel 5 beschriebenen Auftragsvergabe beim Auftragnehmer die mit diesem Miteigentum und der in diesem Artikel beschriebenen Verwertung durch alle Partner verbundenen Rechte einzuholen.

In diesem Zusammenhang gesteht der französische Staat den Partnern und ausschließlich den Partnern alle Rechte am mit der Untersuchung zusammenhängenden geistigen Eigentum zu, insbesondere für die Analysen, die Datenträger, das Lastenheft, die Fortschrittsberichte, die der Auftragnehmer im Laufe seiner Leistungen erstellt. Dies umfasst:

- das Recht zur Vervielfältigung, als Ganzes oder in Teilen davon, auf jeden derzeit bekannten oder zum Zeitpunkt der Unterzeichnung dieser Vereinbarung noch nicht bekannten Träger, insbesondere Papier, elektronische, digitale oder Multimedia-Träger
- das Recht zur Darstellung, als Ganzes oder in Teilen davon, durch jedes bekannte oder zum Zeitpunkt der Unterzeichnung dieser Vereinbarung noch nicht bekannte Verfahren, insbesondere in internen oder externen Telekommunikationsnetzen, Computer-Netzwerken wie Intranet und Internet
- das Recht zur Verteilung, als Ganzes oder in Teilen davon, durch jedes derzeit bekannte oder zum Zeitpunkt der Unterzeichnung dieser Vereinbarung noch nicht bekannte technische

Verfahren, insbesondere über Kabel oder durch Satellitenübertragung, über interne oder externe Telekommunikationsnetze

- das Recht zur Anpassung, Änderung und Übersetzung, als Ganzes oder in Teilen davon, in alle Sprachen, für alle Länder und jede Zielgruppe, auf jedem Träger und durch jedes derzeit bekannte oder zum Zeitpunkt der Unterzeichnung dieser Vereinbarung noch nicht bekannte Verfahren
- das Recht zur Veräußerung, als Ganzes oder in Teilen davon, der oben genannten Rechte an Dritte, zur Umsetzung der Untersuchung oder Durchführung von auf der Untersuchung aufbauenden Maßnahmen in eigenem Auftrag

Diese Übertragung der Rechte gilt für die gesetzliche Dauer der Rechte am geistigen Eigentum, weltweit und zur kostenlosen Rechtsausübung.

Der französische Staat verfügt als Partner gleichermaßen wie die anderen Partner über die oben genannten Rechte.

Die Ausübung der oben genannten Rechte am Miteigentum geschieht nach folgenden Regeln:

- Die Partner sind zu gleichen Teilen Miteigentümer der Rechte;
- Der Grundsatz und die Bedingungen der ersten Veröffentlichung der Untersuchung für Dritte müssen einstimmig von allen Partnern während einer Sitzung des Lenkungsausschusses nach Übergabe der Untersuchung durch den Auftragnehmer und nach der gemeinsamen Abstimmung des Schlussberichtes festgelegt werden (nachstehend „Entscheidung zur Erstveröffentlichung“);
- Keines der oben genannten Nutzungsrechte darf von den Partnern vor der Entscheidung zur Erstveröffentlichung ausgeübt werden;
- Nach der Entscheidung zur Erstveröffentlichung dürfen alle Partner die Untersuchung ohne vorherige Zustimmung der Partner nutzen, alleine oder mit allen Partnern oder einigen der Partner zusammen, und unter den oben genannten Bedingungen.

Der französische Staat erklärt, für die Abtretung der in diesem Artikel genannten Rechte rechtmäßiger Eigentümer der Rechte am intellektuellen Eigentum zu sein und bürgt allen Partnern gegenüber, auf der Grundlage der Rechte am geistigen Eigentum im Zusammenhang mit der Untersuchung, für alle mit der Abtretung verbundenen Handlungen, Forderungen oder Reklamationen durch Dritte. Infolgedessen verpflichtet sich der französische Staat dazu, beim Auftragnehmer alle Rechte am geistigen Eigentum für die in diesem Artikel beschriebene Abtretung der Rechte am geistigen Eigentum einzuholen. Er verbürgt sich den Partnern gegenüber, dass keine Handlung, Reklamation oder Forderung gegen diese Abtretung der Rechte am geistigen Eigentum erhoben wird. Der französische Staat verpflichtet sich dazu, insbesondere seiner Mitarbeiter und dem Auftragnehmer gegenüber, jede erforderliche Maßnahme zu ergreifen, damit diese Rechte anstandslos und vollumfänglich ausgeübt werden können. Der französische Staat verpflichtet sich insbesondere dazu, die Verantwortung sowie alle Kosten, Honorare und ggf. daraus entstehenden Schadenersatz zu übernehmen, sollte eine Störung, Handlung, Forderung oder Ausgrenzung gegenüber aller oder Teilen der Partner im Zusammenhang mit der Ausübung der in diesem Artikel festgelegten Rechte unternommen werden.

Die Partner verpflichten sich dazu, in jeder Veröffentlichung oder schriftlichen oder mündlichen Kommunikation zu dieser Untersuchung, den finanziellen Beitrag aller Partner zu erwähnen. Der Grundsatz, das Format und die Platzierung dieser Erwähnung werden einvernehmlich zwischen den Partnern abgestimmt. In jedem Falle werden ihr Format und ihre Größe für alle Partner identisch sein. Ganz allgemein verpflichten sich die Partner dazu, im Rahmen ihrer Kommunikation, Information und Werbung das Bild oder den Ruf der anderen Partner nicht zu schädigen.

Für die Caisse des Dépôts gilt insbesondere, dass sie die Partner dazu berechtigt, für die Ausübung und Dauer der oben genannten Verpflichtungen, im Rahmen des Gegenstandes dieser Vereinbarung die französische Wort-Bild-Marke CAISSE DES DEPOTS und das Logo Nr. 04/3.332.494, GROUPE CAISSE DES DEPOTS und das Logo Nr. 16/4.250.914, sowie die Wort-Bild-Marke BANQUE DES TERRITOIRES GROUPE CAISSE DES DÉPOTS Nr. 18/4.456.085 (rechteckig) und 18/4.456.087 (quadratisch), im Folgenden als Logo „Banque des Territoires“ gemäß den Abbildungen in Anlage 1 bezeichnet, zu verwenden.

Nach Erlöschen der oben genannten Verpflichtungen verpflichten sich die Partner dazu, jede Verwendung der oben genannten Marke und Kennzeichnungen der Caisse des Dépôts zu unterlassen, es sei denn, dass eine ausdrückliche, vorherige schriftliche Zustimmung vorliegt.

Artikel 10 – Laufzeit der Vereinbarung

Die Laufzeit dieser Vereinbarung beträgt zwei Jahre ab ihrer Bekanntmachung.

Artikel 11 – Sprache der Vereinbarung

Diese Vereinbarung wird in deutscher und französischer Sprache geschlossen. Beide Sprachfassungen sind gleichermaßen rechtsverbindlich.

Unterzeichnet in _____ , am

Für den französischen Staat,
Der Prefekt des Region Grand Est,

Jean-Luc MARX

Unterzeichnet in _____ , am _____

Für die Region Grand Est
Der Präsident des Regionalrates,

Jean ROTTNER

Unterzeichnet in _____ , am

Für das Département du Haut-Rhin
Die Präsidentin des Departement-Rates

Brigitte KLINKERT

Unterzeichnet in _____ , am _____

Für die Caisse des Dépôts et Consignations
Der Regionaldirektor

Patrick FRANCOIS

Unterzeichnet in _____ , am _____

Für die Bundesrepublik Deutschland

Der Leiter des Referates
Bundesverkehrswegeplanung

Stefan SCHMITT

Unterzeichnet in _____ , am _____

Für das Land Baden-Württemberg
Der Minister für Verkehr
Baden-Württemberg

Winfried HERMANN